



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 470 – 2 décembre 2022

## Zoom sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA en 2021

La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) [a publié](#) en novembre 2022 un rapport portant sur l'évolution des indicateurs de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2021.

📌 Une évolution favorable des indicateurs d'inclusion financière dans l'ensemble...

**L'inclusion financière consiste à fournir une offre de services financiers formels** et disponibles à un coût abordable pour les individus et les entreprises. Elle est évaluée par la BCEAO à travers 3 dimensions : (i) l'accès ; (ii) l'utilisation, déterminée par le pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) disposant d'un compte dans un établissement financier (banque, microfinance...) ou d'un compte de monnaie électronique et (iii) l'accessibilité-prix.

**Le rapport de la BCEAO révèle une évolution globalement favorable en 2021 de l'inclusion financière dans l'UEMOA à travers chacune** de ces dimensions. En effet, s'agissant de la dimension "accès", le rapport indique une progression du nombre de points de services pour 10 000 adultes (141 en 2021 contre 113 en 2020), mais également de leur densité (307 points de services sur 1 000 km<sup>2</sup> en 2021 contre 238 l'année précédente). Aussi, le taux global d'utilisation des services financiers en 2021 dans l'UEMOA s'est élevé à 67,2% de la population adulte, contre 63,7% en 2020. Enfin, concernant la dimension "accessibilité-prix", le taux d'intérêt nominal des crédits a connu une baisse, passant de 6,59% en 2020 à 6,27% en 2021 tandis que le taux d'intérêt nominal des dépôts a enregistré une hausse, passant de 5,13% en 2020 à 5,35%.

📌 ...en dépit de fortes disparités entre les pays

Afin d'appréhender le niveau global de l'inclusion financière, la BCEAO a construit un indice d'inclusion financière **tenant compte de l'ensemble des dimensions**. Il est compris entre 0 et 1, traduisant respectivement une situation d'exclusion totale et une inclusion financière aboutie. Au niveau de l'UEMOA, cet indice est ressorti à 0,562 en 2021, contre 0,522 en 2020 et 0,217 en 2011, reflétant un niveau d'inclusion financière en progression. Toutefois, de fortes disparités existent entre les différents **pays de l'Union**. En effet, le Bénin (0,667), la Côte d'Ivoire (0,653) et le Burkina Faso (0,632) enregistrent les niveaux d'inclusion financière les plus élevés tandis que la Guinée-Bissau (0,554), le Mali (0,466) et le Niger (0,253) enregistrent les niveaux les plus faibles. A titre d'exemple, 85,5% de la population adulte béninoise avait un compte dans un établissement financier ou de monnaie électronique en 2021 contre seulement 14,3% au Niger.

LE CHIFFRE À RETENIR

67%

Le taux global d'utilisation des services financiers dans l'UEMOA en 2021

Evolution des indicateurs d'inclusion financière dans l'UEMOA par pays entre 2020 et 2021

Pays	Accès				Utilisation				Accessibilité-prix				Indice d'inclusion financière	
	Points de services pour 10 000 adultes	Points de services pour 10 000 adultes	Points de services sur 1 000 km <sup>2</sup>	Points de services sur 1 000 km <sup>2</sup>	Taux de bancarisation strict* (%)	Taux de bancarisation strict* (%)	Taux global d'utilisation des services financiers** (%)	Taux global d'utilisation des services financiers** (%)	Taux d'intérêt nominal des dépôts (%)	Taux d'intérêt nominal des dépôts (%)	Taux d'intérêt nominal des crédits (%)	Taux d'intérêt nominal des crédits (%)	2020	2021
Benin	253	290	1 532	1 831	31,2	34,7	82,4	85,5	5,54	5,49	7,16	7,38	0,648	0,667
Burkina Faso	94	112	396	491	20,6	21,2	75,4	81,4	5,79	5,56	6,93	7,32	0,595	0,632
Côte d'Ivoire	118	156	627	856	20,5	26,1	79,1	82,2	4,67	4,79	6,39	5,30	0,605	0,653
Guinée-Bissau	143	169	400	550	16,0	15,6	51,8	72,4	4,59	4,60	8,42	9,06	0,512	0,554
Mali	185	204	165	189	15,6	16,8	48,6	54,9	4,67	4,77	7,85	7,81	0,445	0,466
Niger	20	20	18	18	7,3	8,4	15,1	14,3	5,65	5,71	8,48	8,45	0,248	0,253
Sénégal	84	145	416	740	19,6	18,9	75,6	77,8	4,65	5,70	5,84	5,66	0,589	0,619
Togo	50	67	422	589	27,0	30,1	82,6	85,7	5,62	5,70	7,60	7,36	0,558	0,626
UEMOA	113	141	238	307	19,0	21,8	63,7	67,2	5,13	5,35	6,59	6,27	0,522	0,562

\*: % de la population adulte détenant un compte dans les banques, services postaux, caisses nationales d'épargne et le Trésor

\*\* : [TBS] + % de la population adulte détenant un compte dans une institution de microfinance ou de monnaie électronique)

Source : BCEAO

## Régional

### Le Sénégal, pays le plus industrialisé d'Afrique de l'Ouest selon la BAfD

Le 24 novembre 2022, la Banque africaine de développement (BAfD) a publié son [rapport 2022 sur l'industrialisation en Afrique](#). Ce dernier se base sur 19 critères pour attribuer une note comprise entre 0 et 1 (meilleure note) à 52 pays africains, reflétant leur niveau d'industrialisation. Parmi ces critères, on retrouve la valeur ajoutée manufacturière par habitant, les exportations de produits manufacturés ou encore la formation brute de capital du secteur privé. Ainsi, en Afrique de l'Ouest (hors Nigeria-Ghana), le Sénégal occupe la 1<sup>ère</sup> place (0,6147 ; 7<sup>ème</sup> sur le continent), suivi de la Côte d'Ivoire (0,5830 ; 13<sup>ème</sup>) et du Bénin (0,5497 ; 18<sup>ème</sup>) tandis que la Sierra Leone (0,3777 ; 49<sup>ème</sup>), la Guinée-Bissau (0,3663 ; 50<sup>ème</sup>) et la Gambie (0,3455 ; 52<sup>ème</sup>) ferment la marche. En termes de progression dans le classement par rapport à 2020, le Bénin

enregistre la plus importante progression (18<sup>ème</sup> ; +10 places) tandis que le Togo (26<sup>ème</sup> ; -3 places) et le Mali (38<sup>ème</sup> ; -3 places) enregistrent les diminutions les plus importantes.

### Inflation à +8,4% en g.a. dans l'UEMOA en octobre 2022

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique ont connu une amélioration en octobre 2022, traduisant une orientation favorable de la conjoncture au sein de l'UEMOA. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services marchands ont respectivement progressé de 14,3% et 6,8% en glissement annuel (g.a.) en octobre 2022 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 1,3% en g.a. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a diminué de 0,6 point en moyenne en g.a., principalement au Mali (-5,5 points en g.a.) et en Côte d'Ivoire (-3,2 en g.a.). A

l'inverse, le Bénin (+6,7 en g.a.) et la Guinée-Bissau (+6,4 en g.a.) ont enregistré une importante augmentation de leur score. Enfin, l'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à +8,4% en g.a en octobre 2022 (contre +8,3% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +5,8 points de pourcentage).

## 🍷 Bénin

### Création d'une nouvelle société de manutention pour le port de Cotonou

Lors du Conseil des Ministres du 30 novembre 2022, le gouvernement béninois [a annoncé](#) la création d'une nouvelle société de manutention au port de Cotonou. En effet, dans le cadre de la modernisation et de la réorganisation des activités du port, le gouvernement a décidé de la dissolution de la SOBEMAP (Société Béninoise des Manutentions Portuaires) et de la création d'une nouvelle entité à capital mixte, portée par l'Etat et un partenaire stratégique de référence internationale. Cette décision se justifie notamment par : (i) la faible compétitivité de la SOBEMAP et son inadaptation aux exigences du commerce maritime international ; (ii) la nécessité pour le port de profiter de l'expertise d'un partenaire stratégique.

## 🍷 Burkina Faso

### Le budget 2023 en hausse de 10,8% par rapport au budget 2022

Le 30 novembre 2022, le gouvernement [a adopté](#) le projet de budget pour l'exercice 2023. Ainsi, les recettes anticipées pour 2023 se chiffrent à 2 631,2 Mds FCFA (4 Mds EUR), soit une hausse de 12% par rapport au budget initial 2022, tandis que les dépenses seront de 3 235,9 Mds FCFA (4,9 Mds EUR), soit une hausse de 10,8% par rapport à 2022. En conséquence, le déficit budgétaire est évalué à 604,6 Mds FCFA (922 M EUR), soit 4,8% du PIB, et serait comblé par de l'endettement "à un coût acceptable", la poursuite de la

modernisation des régies de recettes et la rationalisation des dépenses publiques, selon le Ministre des Finances. Les ajustements opérés ont notamment consisté à réorienter certaines dépenses vers les besoins sécuritaires.

### Lancement officiel du PAGSI pour renforcer la sécurité alimentaire

Le ministre burkinabè de l'Agriculture, des Ressources animales et de la Pêche [a lancé](#) officiellement le 28 novembre 2022 le Projet d'appui à la gestion des stocks d'intervention (PAGSI), d'un montant de 38,1 M EUR. L'objectif du PAGSI est de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables sur l'ensemble du territoire. Ce projet devrait permettre de : (i) collecter 62 500 tonnes de vivres ; (ii) réduire la distance moyenne parcourue pour acquérir les vivres de 50 à 25 km ; (iii) réduire la durée moyenne de rupture des stocks dans les points de vente à onze jours au maximum et ; (iv) favoriser le colisage des vivres en sacs de 25 ou 50 kg. Le PAGSI sera mis en œuvre par la Société nationale de gestion des stocks de sécurité (SONAGESS) sur une période de 5 ans. Ce projet vient consolider les initiatives précédentes telles que la création de boutiques témoins en 2013 également gérés par la SONAGESS.

### Arrêt de la distribution de cash dans la région du Sahel

A la suite d'une rencontre tenue le 25 novembre 2022 entre le gouverneur de la région du Sahel (particulièrement concernée par la crise alimentaire) et les représentants des agences des Nations Unies et des autres organisations humanitaires, [la décision a été prise](#) d'arrêter toute distribution de cash sur le territoire régional à partir du 31 décembre 2022. Les raisons invoquées sont notamment les impacts de ce processus sur la cohésion sociale. En outre, le gouverneur a sollicité la réorientation de ces financements vers la mise en œuvre de projets à caractère communautaire, ainsi que vers des investissements structurants au profit d'associations ou de groupements coopératifs.

## 🇨🇮 Côte d'Ivoire

### La création nette d'emplois en baisse sur les 8 premiers mois de 2022

Selon la Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques (DPPSE), le nombre de salariés en emploi formel s'élève à 1 264 000 à fin août 2022, soit 36 828 emplois nets créés sur les 8 premiers mois de 2022, chiffre en repli de 31,2% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Les créations d'emplois sont issues à 73,5% du secteur privé et à 26,5% du secteur public. En outre, parmi les 27 062 emplois créés dans le secteur privé sur les 8 premiers mois de 2022, 33,8% proviennent du secteur du commerce, 25,1% du secteur du BTP et 10,1% du secteur du transport terrestre et aérien.

### 115 M EUR de la KfW pour financer les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique

Lors du Conseil des Ministres du 30 novembre 2022, le gouvernement a adopté 2 décrets portant ratification de 2 accords de prêts avec la KfW, banque allemande de développement, pour un montant total de 115 M EUR en faveur de des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique de la Côte d'Ivoire. Ainsi, ce financement sera destiné à la mise en œuvre de réformes, à l'acquisition de fournitures, au paiement de services spécialisés pour la construction de lignes de transport à haute tension et la restructuration des réseaux de distribution, notamment dans les localités d'Adzopé, d'Attakro, de Daoukro et de Sérebou.

## 🇬🇼 Guinée-Bissau

### La France accorde un appui budgétaire de 5 M EUR

Le 29 novembre 2022, la France a octroyé un appui budgétaire à la Guinée-Bissau, matérialisé par la signature d'un accord de don de 5 M EUR

entre l'Ambassadeur de France et le Ministre des Finances. Ce financement vise à contribuer, aux côtés des autres partenaires techniques et financiers dont le FMI, à renforcer les fondements macroéconomiques du pays. Selon les autorités bissau-guinéennes, il sera principalement consacré aux secteurs de la santé et de l'éducation. Pour rappel, la France avait apporté un appui budgétaire similaire de 1,5 M EUR en mai 2021. Par ailleurs, l'Ambassadeur de France a également annoncé l'ouverture, à partir de septembre 2023, d'une école française à Bissau.

## 🇬🇳 Guinée

### Inflation à +8,5% en g.a. en août 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation s'est établi à +8,5% en glissement annuel (g.a.) en août 2022 à Conakry. Cette évolution se justifie principalement par la hausse des prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (+14,5% en g.a.), des restaurants et hôtels (+28,4% en g.a.) et la composante "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+32,6% en g.a.). Toutefois, cette tendance a été légèrement atténuée par la baisse des prix des transports (-3,3% en g.a.).

## 🇱🇮 Libéria

### 1,2 M USD de l'AFD pour un programme de bourses d'études

Dans un communiqué publié le 22 novembre 2022, le Ministère des Finances, du Plan et du développement a annoncé avoir signé un accord de don de 1,2 M USD avec l'Agence française de développement (AFD) pour la mise en place d'un programme de bourses d'études. Ainsi, ce projet devrait permettre à près de 40 jeunes libériens de bénéficier de subventions pour étudier à l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (INPHB) en Côte d'Ivoire.

## 🇲🇱 Mali

### Plus de 350 M USD de la Chine pour la construction de 2 unités de filature

Le 21 novembre 2022, les gouvernements maliens et chinois [ont procédé](#) à la signature d'un protocole d'accord pour le financement, à hauteur de 354 M USD, de 2 unités de filature à Bamako et à Koutiala. Dans le détail, l'unité qui sera installée à Koutiala, aura une capacité de transformation de 20 000 tonnes de coton fibre à transformer en filet, tandis que celle prévue à Bamako aura une capacité de 25 000 tonnes par an. Selon le gouvernement, ces 2 unités devraient contribuer à la création de près de 5 000 emplois.

## 🇲🇷 Mauritanie

### Le gouvernement annonce une série de mesures sociales dont la hausse du salaire minimum

A l'occasion du 62<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance du pays, le Président de la République islamique de Mauritanie a annoncé [lors de son discours](#) que les salaires des fonctionnaires civils et militaires bénéficieront d'une augmentation de 2 000 MRU (50 EUR) à partir de janvier 2023, soit une augmentation de plus de 20% pour la plupart. En outre, le salaire minimum sera augmenté de 50% pour s'établir à 5 900 MRU (150 EUR), soit la quatrième augmentation du SMIG depuis 2019, tandis que les allocations familiales augmenteront de 66%. Une "indemnité d'encouragement" de 1 000 MRU (25 EUR) sera également offerte au corps enseignant et encadrant dans le primaire et le secondaire. Ces mesures visent à améliorer les conditions de vie des citoyens, dans un contexte de crises internationales multiples.

## 🇳🇬 Niger

### Le secteur de l'énergie représentera 25% des dépenses budgétaires en 2023

Le budget 2023 s'établit à 3 245,4 Mds FCFA (4,9 Mds EUR), soit une progression de 3,9% par rapport au budget révisé 2022. Le budget 2023 [devrait permettre](#) d'accélérer les réformes destinées à la mobilisation des ressources et l'élargissement de l'assiette fiscale tout en encourageant le développement industriel. Enfin, en termes de répartition, les principaux postes de dépenses sont le secteur de l'énergie (25% des dépenses), le secteur de l'éducation (21%) et celui de la sécurité (13%).

### Ratification d'un accord de prêt de 144,3 M EUR avec la Banque mondiale

Le 30 novembre 2022, le Conseil des Ministres [a autorisé](#) la ratification d'un accord de prêt de 144,3 M EUR de l'Association internationale pour le développement (IDA), filiale de la Banque mondiale. Ce financement permettra la réalisation du Projet d'aménagement intégré des paysages au Niger (PGIP), dont l'objectif est d'accroître l'adoption des pratiques intelligentes de restauration des paysages face au climat et d'améliorer l'accès aux opportunités de revenus dans les communes ciblées.

## 🇸🇳 Sénégal

### 235 M USD de la BafD pour les infrastructures routières et la mobilisation de recettes

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé, le 30 novembre 2022, l'octroi de 2 prêts au Sénégal pour plus de 235 M USD. Ainsi, [le premier financement](#) contribuera à la construction de l'autoroute Dakar – Tivaouane – Saint Louis à hauteur de 166,4 M EUR, qui permettra de désenclaver les régions du Nord du pays. Le [2<sup>nd</sup> financement](#), d'un montant de 68,8 M USD, vise

à mettre en œuvre la 3<sup>ème</sup> phase du Programme d'appui à la mobilisation des ressources et à l'efficacité des réformes, dont l'**objectif** est l'élargissement de l'assiette fiscale et la relance économique en attirant des investissements privés.

### Sangomar, achèvement de la phase de construction du FPSO

Dans [un communiqué](#) publié le 29 novembre 2022, la compagnie pétrolière et gazière australienne Woodside a annoncé avoir achevé la **construction de l'installation Flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) du champ pétrolier Sangomar, dont elle assure l'exploitation.** Disposant d'une capacité de production de 100 000 barils par jour, cette infrastructure est essentielle à la 1<sup>ère</sup> phase de développement du champ de Sangomar, dont le **taux d'exécution est estimé par la société à 70%.** Pour rappel, le démarrage des activités du champ est prévu pour fin 2023.

### La production arachidière attendue en baisse de 11%

La campagne arachidière 2022/2023 est ouverte depuis le 21 novembre dernier. La production [attendue](#) est de 1,5 M de tonnes, soit une diminution de 11% par rapport à la campagne précédente. En outre, le prix plancher du kilogramme d'arachide a été fixé pour cette campagne à 275 FCFA (0,42 EUR).

## Togo

### 4 M EUR de Proparco à Ecobank Togo pour soutenir le développement des PME

Dans [un communiqué](#) publié le 28 novembre 2022, Proparco, filiale de l'AFD en charge du développement du secteur privé, a annoncé l'octroi de 2 garanties de portefeuille à Ecobank Togo pour un montant total de 4 M EUR. Signé en **marge de l'Africa Financial Industry Summit**, cet appui permettra à Ecobank Togo d'accroître ses financements en faveur des TPME, avec un accent particulier sur l'entrepreneuriat féminin. **Pour l'institution financière française, cette signature intervient dans le cadre de l'initiative Alliance pour l'entrepreneuriat en Afrique (AforE) qui vise à soutenir le développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat en Afrique.** Depuis le lancement de cette alliance, Proparco indique avoir apporté 37 M EUR de garanties de portefeuille aux filiales ouest-africaines d'Ecobank en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Sénégal et maintenant au Togo.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**  
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott**

Pour s'abonner

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)